



IMT Nord Europe
École Mines-Télécom
IMT-Université de Lille

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° 25EMD054M

NETTOYAGE DES LOCAUX

pour 2026

Site LES RESIDENCES DES ETUDIANTS à Douai

1 - GENERALITES

1.1. OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières s'appliquent au marché de prestations de nettoyage des locaux de l'IMT NORD EUROPE pour les RESIDENCES des Etudiants.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

1.2. MODE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article R2124-2 du code de la commande publique.

Ce marché prendra la forme d'un accord-cadre monoattributaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est établi sans minimum, avec un maximum conformément aux dispositions du code de la commande publique. Le montant maximum par année est :

DESIGNATION	MONTANT maxi € HT / AN
Site les Résidences d'étudiants - Douai	150 000

Il convient de préciser que le montant maximal indiqué n'est pas un montant de consommation envisagée sur la durée du marché. Il correspond à une estimation d'un seuil, au-delà duquel le marché prendra obligatoirement fin, que le marché soit arrivé ou pas, à son échéance.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par IMT NORD EUROPE. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.3. DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent accord-cadre ne comporte pas de lot. Il concerne uniquement le site des Résidences des élèves de l' IMT Nord Europe à DOUAI.

1.4. LA PERSONNE PUBLIQUE

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales,

* la personne publique désignée est :

IMT NORD EUROPE
941 rue Charles Bourseul CS10838
59508 DOUAI Cedex

* le Pouvoir Adjudicateur du marché est :

Madame la Directrice de l'IMT NORD EUROPE ou son représentant

* la personne habilitée à fournir les renseignements est :

Monsieur Le Secrétaire Général de l'IMT NORD EUROPE ou son représentant

* le comptable assignataire des paiements est :
Monsieur l'Agent Comptable Secondaire de l'IMT NORD EUROPE ou son représentant

1.5. LE TITULAIRE

Le titulaire est l'entreprise prestataire de services qui conclut le marché avec IMT NORD EUROPE.

Dès la notification du marché, il désignera le responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur du marché pour l'exécution de celui-ci.

Il est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur du marché toutes les modifications survenant au cours de l'exécution du marché.

1.6. DEMARCHE QUALITE

Le titulaire définira les moyens mis en œuvre pour assurer une qualité irréprochable de ses prestations. Les paramètres de ce contrôle ont trait à la qualité des produits utilisés, la formation dispensée au personnel, le management du personnel et son implication dans la volonté de réussir, aux indicateurs fixés au responsable du marché et chargé de veiller à l'exécution des travaux, la fréquence de ses visites et des entretiens avec l'interlocuteur désigné par le Pouvoir Adjudicateur du marché.

2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul, foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1. PIECES PARTICULIERES

Les documents contractuels régissant le marché sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- le bordereau de prix et les éléments qui le constituent.

2.2. PIECES GENERALES

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G. F.C.S.).

Toutes les pièces du marché seront rédigées en langue française.
Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commandes.

2.3. ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, conformément à l'article 2.4 du présent document, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de

leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

2.4 ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise dans les délais impartis, les attestations suivantes :

- **Les pièces visées aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique à savoir notamment :**
 - ✓ Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par le département, conformément aux dispositions de l'article 113-14 du Code des Relations entre le Public et l'Administration
 - ✓ Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
 - ✓ Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés
 - ✓ Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- **L'attestation d'assurance responsabilité civile et/ou décennale**

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>
Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Si le candidat retenu a fourni tous ces justificatifs dans son dossier de candidature, il ne sera pas tenu de les transmettre à nouveau lors de l'attribution.

3 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements, à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, notamment la Convention Collective Nationale du 1^{er} juillet 1994.

3.1. LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le titulaire devra fournir à la personne publique, dans le délai fixé à l'article 5-2 du présent cahier, la liste nominative du personnel. Il l'informera immédiatement par écrit de toute modification qui interviendrait (remplacement, stagiaire...).

3.2. HYGIENE ET SECURITE

Complétant le Code du Travail, le décret n°92.158 du 20 février 1992 fixe les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans l'établissement par une entreprise extérieure. L'entreprise veillera à mettre en œuvre les dispositions qui y sont notifiées et notamment transmettre avant intervention son plan de prévention.

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard, avant la fin de la période d'essai.

Il soumettra d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

3.3. PREVENTION DANS LES LOCAUX A RISQUE

Les dispositions du décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977 sont applicables.

Le titulaire et la personne publique procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fera l'objet d'un procès verbal.

Le titulaire communiquera au Pouvoir Adjudicateur du marché l'attestation de formation dispensée auprès de ses agents concernant la signalétique appropriée aux locaux à risques. Il est rappelé à cet effet que le nettoyage de ces locaux s'exécute en présence des utilisateurs.

3.4. VETEMENTS DE TRAVAIL

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréés par la personne publique. Les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise sous peine d'exclusion des lieux.

3.5. COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du titulaire agira avec discrétion et devra faire preuve de correction envers le personnel de l'IMT NORD EUROPE.

Le personnel du titulaire sera tenu au respect de la confidentialité des travaux de recherche menés dans certains laboratoires. Les noms et qualité du personnel du titulaire entrant dans ces locaux seront donnés systématiquement. Ces personnes seront tenues de signer un engagement de confidentialité.

3.6. ENCADREMENT DU PERSONNEL

Le titulaire devra obligatoirement affecter au chantier un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des clauses techniques du CCTP, du contrôle de la bonne mise en œuvre des dispositifs de sécurité individuels ou collectifs. Il devra passer régulièrement dans les locaux, au moins 2 fois par semaine. Il rendra compte auprès du responsable désigné par l'IMT NORD EUROPE des actions menées ou à prévoir. Cette rencontre sera programmée d'un commun accord et ce, deux fois par mois.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces, il devra se rendre aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

3.7. ACCES AUX LOCAUX

La personne publique dotera le titulaire de clefs et badges électroniques en quantité suffisante permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations. Il sera porté garant de ce trousseau et devra pouvoir le montrer au représentant de la personne publique sur simple demande.

Le personnel devra badger auprès des bornes existantes sur les sites dès lors qu'il commence et termine sa tâche.

En cas de perte ou vol d'une clé ou d'un badge, le titulaire avisera aussitôt la personne publique des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire de 15 euros l'unité.

Le titulaire maintiendra fermées, après son passage, les portes d'accès aux bâtiments. Il veillera à éteindre systématiquement l'éclairage de tout local qu'il quitte.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre les clefs et badges confiés initialement.

3.8. SUJÉTIONS RÉSULTANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever des réclamations, des sujétions qui pourraient être occasionnées par les activités des services, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par la personne publique.

4 – PRIX

4.1. CONTENU DU PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires selon les prescriptions définies au CCTP. A cet effet, les bordereaux de prix seront renseignés en totalité.

L'euro est la monnaie de compte.

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur, dans les conditions édictées par la réglementation.

4.2. VARIATION DANS LES PRIX

Le marché est conclu à prix ferme la première année, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Les années suivantes, les éléments constitutifs du coût des prestations seront révisés selon la formule paramétrique ci-après :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 * I_1 / I_0)$$

dans laquelle :

- le paramètre I_0 représente l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 81.21 nettoyage courant, marché publics – identifiant 010766785 dernière valeur publiée en valeur 3e trimestre 2025 ;
- le paramètre I_1 représente l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 81.21 nettoyage courant, marché publics – identifiant 010766785 en valeur 3e trimestre de l'année n.

Le marché est révisé une fois l'an à la date anniversaire de sa notification.

Exemple : en cas de reconduction du marché pour l'année 2027, la révision sera calculée en décembre 2026 pour les prix appliqués l'année suivante.

Le titulaire est tenu d'informer l'IMT Nord Europe, au minimum 1 mois avant, de la mise en application de tout nouveau prix applicable. Le titulaire joindra à son tarif révisé, le détail de ses calculs.

5 - MODALITES DE REGLEMENT

5.1. ETABLISSEMENT DES FACTURES

Le titulaire remet à la personne publique à l'échéance du mois **une facture par site, de l'ensemble des prestations réalisées au mois n-1.**

5.2. PRESENTATION DES FACTURES

La facture fournie de manière dématérialisée reprendra obligatoirement la référence du marché, la référence de la demande d'intervention, la date de la prestation ainsi que le prix.

La facture est établie un original.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- la référence du bon de commande,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire à créditer,
- la désignation de chacune des fournitures ou prestations livrées,
- le prix unitaire H.T.,
- les quantités,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C.,
- la date d'établissement de la facture.
- la période de réalisation des prestations,
- l'indication précise du site,
- l'indication du type de prestation réalisée,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC de la facture.

Il sera établi une facture par bon de commande.

La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Pour les consommables prévus dans le marché, la facture précisera, conformément au bordereau de prix, **la quantité et le prix unitaire**.

Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière à l'adresse de facturation indiquée à l'article ci-dessous.

5.3. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures doivent être déposées de façon dématérialisée et gratuite sur le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le n° SIRET correspondant pour IMT Lille-Douai : 18009202500139

Pour information, le N° de code service pour déposer leur facture sur CHORUS est :
IMT_LD_FACTURES_SERVICE_FINANCIER

5.4. PAIEMENTS

Le mode de règlement du marché sera le paiement à 30 jours à compter de la réception de la facture, par virement administratif.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront prélevées sur les paiements à lui faire.

5.5. INTERETS MORATOIRES

Tout dépassement au délai prévu par l'article 5.4 ci-dessus donne lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement pour l'IMT Nord Europe est :

Agent comptable secondaire NORD
941 rue Charles Bourseul CS 10838
59508 DOUAI Cedex

5.6. AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé à l'Acte d'Engagement, et conformément aux dispositions du Code de la commande publique, une avance de 5% du montant minimal est accordée. Son remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du marché et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

6 – EXECUTION DU MARCHÉ

6.1. DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DUREE DU MARCHÉ

Le marché débutera au 1^{er} janvier 2026 si la notification est réalisée avant le 31 décembre 2025. Si la notification est postérieure au 1^{er} janvier 2026, le marché débutera à compter de sa notification et sa durée initiale se limitera au 31 décembre 2026.

Il pourra être reconduit DEUX fois de manière expresse, par période de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2028. La reconduction éventuelle fera l'objet d'une notification écrite du Pouvoir Adjudicateur au minimum trois (3) mois avant l'échéance initiale. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Ce marché prendra la forme d'un accord-cadre monoattributaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par IMT NORD EUROPE. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

6.2. DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS

Dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire communiquera à la personne publique :

- * la liste provisoire et nominative des travailleurs avec leur tranche horaire de présence,
- * la liste des matériels utilisés,
- * la liste des produits utilisés,
- * les attestations d'assurances,
- * l'organisation envisagée dans chacune des tâches.

Dans les 30 jours, la liste définitive des travailleurs et leur horaire de présence.

7 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. REJETS

Lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse ou partielle, elle sera rejetée et à recommencer sans délai.

7.2. PENALITES

La mauvaise exécution ou l'exécution partielle des prestations pourra donner lieu à une pénalité.

Si deux contrôles inopinés consécutifs espacés de 7 jours calendaires révèlent une défaillance de l'entreprise, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 10 % sur le forfait mensuel des prestations permanentes du mois concerné et pour le site visé.

Cette clause sera applicable un mois après la notification du présent marché.

8 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du maître d'ouvrage. Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du marché.

9 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

10 – CLAUSES D'IMPREVISION- CLAUSES DE REEXAMEN

10.1 Clauses d'imprévision : le présent marché pourra être suspendu ou modifié, totalement ou partiellement, en cas de force majeure ou de survenue d'un événement imprévisible. Constitue un événement imprévisible, notamment la fermeture totale ou partielle des sites de l'IMT ou des sites d'exécution du présent contrat résultant d'une décision d'une autorité compétente ou de toute décision prise en vue de préserver la sécurité du site et des personnes.

10.2 Clauses de ré examen : le présent marché pourra faire l'objet de modifications, quelque soit leur montant, conformément aux dispositions de l'article R2194.1 du Code de la commande publique.

Cette clause concerne notamment :

- les prestations à modifier en fonction notamment, de l'évolution des surfaces à prendre en charge (augmentation ou diminution)
 - la modification de la périodicité des différentes prestations
-

- l'ajout de certaines prestations occasionnelles
- la modification des indices de révisions.

11 - LITIGES - RESILIATION DU MARCHE

11.1. LITIGES

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant le tribunal administratif compétent. En cas de litige relatif à l'exécution du marché le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

11.2. RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions du C.C.A.G. F.C.S. s'appliquent sans aucune autre disposition particulière. Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues au CCAG fournitures et services. Le marché peut être résilié par le Pouvoir Adjudicateur, sous réserve d'un préavis de trois mois, dans le cas de modification substantielle des conditions du marché.

La résiliation interviendra après mise en demeure effectuée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

11.3. ELECTION DE DOMICILE

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège

12 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.

- L'article 4-2 déroge à l'article 8-4 du C.C.A.G. quant au délai de mandatement.
- L'article 6-2 déroge à l'article 21 du C.C.A.G. quant à la vérification qualitative.